

**Veille – semaine du 15 janvier 2012**

## **1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRES**

### **Ontario – Francophonie**

16 janvier 2012 - Les États généraux de la francophonie d'Ottawa ont le plaisir de vous convier à leurs premiers Cafés citoyens, qui marqueront le début d'une vaste consultation publique communautaire. Ces Cafés vous offriront l'occasion toute particulière d'imaginer le devenir de la communauté francophone d'Ottawa. Venez partager vos ambitions, vos rêves et vos idées pour une francophonie plus forte et plus dynamique à Ottawa. Pendant plusieurs mois, et dans différents lieux reconnus de la communauté, les Cafés citoyens viseront à identifier les enjeux qui touchent la francophonie ottavienne. Ils permettront aussi une réflexion sur les différentes pistes d'action et sur les mécanismes à mettre en œuvre pour qu'elle puisse décider de son avenir comme collectivité. Les idées et les propositions qui résulteront de ces consultations viendront nourrir directement les travaux du Sommet 2012, évènement qui marquera les assises officielles des États généraux.

[http://www.francophoniecanadienne.ca/main+fr+01\\_200+Invitation+aux+premiers+Cafes+citoyens+des+Etats+generaux+de+la+francophonie+dOttawa.html?AnnonceCatID=8&AnnonceID=1546](http://www.francophoniecanadienne.ca/main+fr+01_200+Invitation+aux+premiers+Cafes+citoyens+des+Etats+generaux+de+la+francophonie+dOttawa.html?AnnonceCatID=8&AnnonceID=1546)

18 janvier 2012 - L'Association des communautés francophones de l'Ontario (ACFO) à Toronto a tenu son assemblée générale le lundi 9 janvier, un nouveau conseil d'administration (CA) de 11 membres a été nommé (par rapport à 6 auparavant). À l'issue de l'assemblée générale, le CA a élu le président de l'organisme, Gilles Marchildon (également directeur des programmes d'Action Positive VIH/Sida), la vice-présidente, Céline Saday, ainsi que le secrétaire, le politologue Alexandre Brassard. Au poste de trésorier, le CA a choisi la stabilité en reconduisant Marcel Grimard, président de l'ACFO Toronto il y a quelques années. Ces changements marquent une nouvelle ère pour cet organisme central de la francophonie torontoise, qui sort d'une période difficile. Le poste de trésorier est sensible, car c'est autour des finances que se sont cristallisées les principales difficultés de l'ACFO Toronto. Comme l'a répété le président sortant Jean-Pierre Boué, « nous sommes un petit organisme fragile, qui fonctionne sur la confiance. » Des appropriations de fonds non-autorisées ont d'ailleurs été notées à deux reprises.

<http://www.lemetropolitain.com/nouvelles.asp?nID=16102>

18 janvier 2012 - Entrée en poste depuis le 9 janvier dernier, le nouveau directeur général de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, Peter Hominuk sait que ses défis sont immenses. Mais il compte bien se servir de son expérience pour faire avancer l'AFO. Septième directeur général de l'AFO depuis sa création en 2006, Peter Hominuk aura la lourde tâche de faire oublier les graves problèmes de ressources humaines qui ont secoués l'organisme francophone ces dernières années. « Le chiffre 7 est supposé être chanceux, sourit-il, évacuant la pression. Et je crois qu'aujourd'hui, le contexte est différent ». Le natif de Welland s'est construit une solide expérience en occupant pendant les onze dernières années, le poste de directeur général de La Clé d'la Baie en Huronie, dans le comté de Simcoe.

<http://www.expressottawa.ca/Actualit%C3%A9s/2012-01-18/article-2867762/LAFO-cherche-la-stabilite/1>

## **Canada – Francophonie**

16 janvier 2012 - Des cadres unilingues anglophones à la Banque Nationale et à la Caisse de dépôt et placement du Québec, un entraîneur unilingue anglophone derrière le banc du Canadien de Montréal: le dossier du français est revenu à l'avant-scène au Québec, croit l'Office québécois de la langue française (OQLF). Alors que doit débiter aujourd'hui la deuxième vague de publicités de sa campagne de sensibilisation sur l'affichage commercial, qui se terminera le 13 février, la présidente-directrice générale de l'OQLF, Louise Marchand, estime que le nombre de plaintes déposées d'ici la fin de l'année se terminant le 31 mars 2012 devrait dépasser les 3661 déposées en 2010-2011. En entrevue à La Presse canadienne, elle a expliqué que les Québécois semblent maintenant plus sensibles au respect de la Charte de la langue française. «La population remarque plus facilement les dérogations à la loi lorsque des dossiers linguistiques font la manchette dans l'actualité», fait remarquer Mme Marchand.

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/340359/non-respect-de-la-langue-d-affichage-commercial-hausse-du-nombre-de-plaintes-a-l-oqlf>

18 janvier 2012 - On apprenait récemment que la Commission scolaire de Montréal (CSDM) a l'intention d'imposer l'usage du français dans ses cours de récréation. Cette nouvelle m'a rappelé de lointains souvenirs d'écolier dans un petit village du sud de la Mauritanie, à quelques kilomètres du fleuve Sénégal. En sixième année du primaire, notre enseignant d'alors, un éternel volontaire de la langue française, voulait coûte que coûte nous habituer à parler français; ce qui était loin d'être évident pour des enfants dont le français n'est pas la langue maternelle. Il avait alors institué ce qu'on appelait dans l'arsenal punitif de notre école un «symbole», un petit bout de bois, sorte de tag qu'on devait se distribuer entre élèves chaque fois qu'on surprenait un petit camarade en infraction — entendez là en train d'utiliser une autre langue que le français dans la cour d'école. Comme châtiment, celui qui finissait la fin de semaine avec le symbole devait alors se charger toute la semaine suivante d'arroser les arbres plantés tout autour de l'école pour fixer les dunes qui menaçaient à tout moment d'ensevelir les salles de classe.

<http://www.ledevoir.com/societe/education/340484/francais-a-la-csdm-l-enrichissement-plutot-que-la-matraque>

18 janvier 2012 - L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Saint-Paul revend l'édifice du centre culturel au Conseil scolaire Centre-Est (CSCE) pour la somme symbolique de 1 \$. Depuis le déménagement des élèves de l'école du Sommet dans leurs nouveaux locaux en février 2011, le CSCE, principal locataire du centre culturel a lui aussi déménagé dans l'ancienne école laissée vide. Sans les revenus du conseil scolaire, l'ACFA n'arrivait plus à couvrir ne serait-ce que les frais d'entretien de l'immeuble. La possibilité de revendre le centre au CSCE était envisagée par les deux organismes depuis le mois de juillet dernier. Les derniers détails de l'entente ont été figés le 10 janvier dernier avant de recevoir l'approbation du Conseil scolaire. «La prochaine étape sera de faire réviser l'entente par les avocats avant la signature des deux parties. On voudrait que ça se fasse d'ici la fin janvier pour pouvoir procéder au transfert de titres », avance le directeur général du CSCE, Marc Dumont.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/en-region/saint-paul/260-centre-culturel-de-saint-paul-un-avenir-francophone.html>

21 janvier 2012 – [video] - La page Saint-Boniface, parle-moi fait office de place publique pour les membres de la communauté franco-manitobaine de Winnipeg, afin de tenir un débat d'idées comme cela se faisait autrefois autour d'une table de réunion. Catherine Dulude.

[http://www.radio-canada.ca/audio-video/pop.shtml#urlMedia=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2012/CBWFT/LeTelejournalManitoba201201211810\\_m.asx](http://www.radio-canada.ca/audio-video/pop.shtml#urlMedia=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2012/CBWFT/LeTelejournalManitoba201201211810_m.asx)

### **International** – *Minorités linguistiques*

17 janvier 2012 – Espagne : The Aragonese platform We Don't Speak Catalan will demonstrate in Zaragoza to call for the removal of any reference to Catalan in the Law of Languages of Aragon, as well as for the renewal of the Superior Council of Languages of Aragon.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17550>

17 janvier 2012 – Tibet : Protests have spread across Tibetan-populated regions of western China amid calls for freedom from Chinese rule and to refrain from celebrating Losar, the traditional Tibetan New Year, next month, according to sources in the region and in exile. On Tuesday, a group of about 10 Tibetans gathered in the Drasar township of Chigdril county in Qinghai's Golog (in Chinese, Guoluo) prefecture to protest rule by Beijing, a local Tibetan said, speaking on condition of anonymity. The group, consisting of local laypeople, recited Buddhist mantras and carried a large white banner, the source said. "The banner, written in Tibetan, said, 'We should struggle for equality and freedom as human beings. We call for democracy, equality, nonviolence, and peace,'" the man said, adding that the protest lasted for about two hours.

<http://www.rfa.org/english/news/tibet/spread-01172012152714.html?searchterm=None>

18 janvier 2012 – Espagne : Maracena Town Council, in Granada, Cruz Roja and the Association Dar el Farah (House of Joy) have started Arabic lessons addressed mainly to children, with the aim of preventing them from forgetting their mother tongue and making them use it properly.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17572>

20 janvier 2012 – Pays basque : Social groups and professional organizations in Navarre related to education in Basque have signed a manifesto entitled "Get linked to Green Education", in which they urge parents to register their children in the D model (education in Basque).

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17613>

## **2. MOBILISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES**

### **International** – *Minorités linguistiques*

17 janvier 2012 – Inde : The more a language is spoken and written, the more it thrives. But when the communication medium is the Web the same language needs technology aid to see greater usage. Unfortunately, very few Indian languages thrive in the cyberspace due to the small number of technology changes which hinder their usage.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17564>

20 janvier 2012 – Pays basque : The School Board of the Basque Country has warned of “the low level of skills” in Basque reached by “a significant percentage of students from the models B and D”. Nowadays these are the language models with the largest number of children and where most subjects are taught in Basque.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17616>

### 3. RELATIONS INTRACOMMUNAUTAIRE

#### **Ontario – Francophonie**

18 janvier 2012 - « Je ne comprend toujours pas », dit-elle. Perpétue Nitunga s’est longtemps tenue dans l’ombre, voyant dans la discrétion, cette religion des humbles, la clé de l’efficacité et un impératif moral vis-à-vis de sa clientèle, les blessés et les âmes cabossées par la guerre. Alors, quand Perpétue Nitunga a appris pour sa nomination sur la liste d’honneur de la ville de London, on imagine aisément qu’en pratiquante orthodoxe de l’anonymat, elle a dû esquisser un pas de recul, anticipant par là le feu roulant des flashes et le crépitement aussi inattendu qu’imprévisible de la notoriété.

<http://www.laction.ca/nouvelles.asp?nID=16111>

16 janvier 2012 - L'Ontario est la province qui dépense le plus afin d'offrir des services à sa minorité linguistique, selon l'Institut Fraser. Un rapport de l'Institut chiffre à 623 millions de dollars les dépenses annuelles liées à la prestation des services en français offerts au demi-million de Franco-Ontariens. L'essentiel de ce financement va à l'éducation. À l'échelle nationale, les services bilingues coûtent 2,4 milliards au fédéral et aux provinces, selon l'étude du groupe conservateur. C'est l'équivalent de 84 \$ par Canadien.

<http://www.radio-canada.ca/regions/Ontario/2012/01/16/007-bilinguisme-ontario-fraser.shtml>

#### **Canada - Francophonie**

17 janvier 2012 - *What!?* Avez-vous vu la Une du très sérieux *Ottawa Sun*, hier matin ? Non ? Alors voici ce qu'on pouvait lire en (très) grosses lettres sur la page couverture de ce quotidien de l'autre langue officielle du pays : «C'EST CHER, N'EST PAS?» (sic). Quoi!? Les très sérieux pupitreurs du *Sun* ont voulu faire un jeu de mots en français pour présenter un texte publié en pages 4 et 5 et dans lequel on apprend que l'offre de services en français en Ontario coûte, en moyenne, 52 \$ par personne. Selon une étude de l'Institut Fraser, la province de l'Ontario débourse 621 millions \$ par année pour les services en français. Donc 52 \$ par personne, a conclu le *Sun*.

<http://www.cyberpresse.ca/le-droit/chroniqueurs/denis-gratton/201201/17/01-4486639-un-bel-exemple-de-french-bashing.php>

17 janvier 2012 - Le français et les coûts reliés au bilinguisme officiel au Canada subissent depuis quelque temps une salve d'attaques en règle. Le débat a été relancé, cette semaine, par l'Institut Fraser et encouragé par la boiteuse manchette du quotidien Ottawa Sun (« C'est cher, n'est pas ? »). L'objectif, à n'en pas douter, persiste à démontrer que le français institutionnel coûte cher au Canada et que les contribuables sont floués de milliards de leurs sous durement gagnés. En filigrane, le message est encore plus percutant : qu'il n'en vaut pas la peine et que le Canada serait bien mieux, culturellement et économiquement, s'il n'avait pas constamment à amadouer à coup de liasses de dollars une « Belle Province » constamment revendicatrice, dont les minorités linguistiques francophones, qui ont essaimé au fil des siècles dans toutes les provinces et territoires, ne sont qu'un fardeau additionnel. À preuve, chaque Ontarien voit 52 \$ de ses impôts aller directement défrayer des mesures d'apaisement d'une minorité linguistique qui constitue moins de 5 % de la population.

<http://www.cyberpresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-jury/201201/16/01-4486495--cest-cher-nest-pas-.php>

17 janvier 2012 - J'ai vécu la fonction publique fédérale à Ottawa. Une superbe machine. Toutefois, elle n'accepte pas les grains de sable dans ses rouages, et le français en était un gros. C'est Pearson qui l'y avait imposé. Je me suis battu pour que le français ait sa place. J'ai croisé de nombreux fonctionnaires anglophones qui ont été heureux de pouvoir devenir bilingues, parce qu'on leur donnait la possibilité de travailler et de s'ouvrir à une autre culture qui était en fait partie de leur patrimoine, ce qu'on leur avait caché. Le coût de la formation en langue seconde - 95% pour des étudiants de langue anglaise - est une fausse excuse. Le coût pour supprimer ces cours sera encore plus grand, car c'est une atteinte à l'essence même du pays, ce qui nous différencie encore des États-Unis. Du côté francophone, on n'en voit pas le risque. Du côté anglophone, l'américanisation est déjà intégrée...

<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/opinions/carrefour/201201/16/01-4486302-cours-de-langue-ou-plutot-cours-de-survie.php>

18 janvier 2012 - Le calcul des coûts du bilinguisme ne doit tout simplement pas exister. À part les Autochtones qui étaient déjà là, deux groupes distincts, les Anglais et les Français, ont permis la création du Canada. Sans les Français, le Canada n'existerait peut-être même pas puisque son territoire aurait fait partie des États-Unis. Les francophones ont joué un rôle très important pour empêcher cette assimilation. Donc, nous, francophones, faisons partie intégrante du Canada et nous avons le droit de vivre et d'être servis dans notre langue. Ce ne doit pas être une question de coût ou de quoi que ce soit, ça fait partie de la vie, tout comme n'importe quel autre citoyen canadien qui reçoit des services de son gouvernement.

<http://www.cyberpresse.ca/le-droit/opinions/votre-opinion/201201/18/01-4486942-ne-pas-chiffrer-le-bilinguisme.php>

18 janvier 2012 - This week the Fraser Institute published a study on the costs of bilingualism. It pegged the combined tab for federal and provincial governments at \$2.4 billion annually; in a country of 34 million people, this works out to just over \$70 per Canadian. My colleague Lorne Gunter, in his column earlier this week, performed another calculation. While 1.5 million Canadians are considered “official language minority” in their provinces, “just 300,000 people are minority-language speakers who are unable to communicate in the language of the majority that surrounds them... At a total tab... of \$2.4-billion, that works out to \$8,000 per year, per minority-language Canadian who is truly in need of bilingual service.”

<http://fullcomment.nationalpost.com/2012/01/18/tasha-kheiriddin-bilingualism-carries-benefits-beyond-cost/>

18 janvier 2012 - Canada’s provinces spend almost \$1-billion a year offering services and education in both official languages. According to a report issued Monday by Vancouver’s Fraser Institute, the more than \$900-million spent by the provinces each year, coupled with the \$1.5-billion Ottawa spends offering federal services in French and English, means that bilingualism costs Canadian taxpayers \$2.4-billion annually. Is it worth it? In just two provinces — Quebec and New Brunswick — are more than 1% of the population unilingual in a minority language. According to the 2006 Census, 2.4% of Quebec’s population (182,000 people) are unilingual anglophones, unable to speak and understand French. Meanwhile, 10.2% of New Brunswickers (about 75,000 people) claim to be unilingual francophones who struggle to comprehend English.

<http://www.nationalpost.com/m/wp/full-comment/blog.html?b=fullcomment.nationalpost.com/2012/01/18/lorne-gunter-bilingualism-isnt-worth-the-cost>

18 janvier 2012 - I was 10 years old when my family immigrated to Canada from Punjab, India. I was terrified about having to learn both of the official languages of my new country. Lucky for me, it turned out that in my new city of Port Alberni, French was not actually required or necessary. Although I had to take French at school, I never needed it in my day-to-day life. But was that lucky for me? Now, as I look back over my life as a Canadian, I regret not being fluent in French. I regret it for myself, personally wishing for the opportunities multilingualism might have provided, and I regret it for our country.

<http://www.vancouversun.com/touch/story.html?id=6016525>

19 janvier 2012 - Whenever we English-speaking Quebecers are so ungrateful as to complain about the anti-English policies of our provincial government, we’re told to shut up, because we’re “the best-treated minority in the world.” Never mind that we’re being “treated” with our own money, since we shoulder our share of Quebec’s tax burden, among the heaviest in North America. But by one important standard, a study published this week by the Fraser Institute suggests we’re not even treated the best among Canada’s official-language minorities. In fact, in terms of money spent by the provincial governments to provide additional public services in the minority languages – French in the other provinces and English here – we’re by far the worst-treated.

<http://www.montrealgazette.com/life/Macpherson+Anglos+Quebec+best+treated+minority+Think+again/6015366/story.html#ixzz1kCkuk4MU>

19 janvier 2012 - Peter White is about as conservative (and Conservative) as they come. He worked at Brian Mulroney's side throughout the former prime minister's nine-year tenure. In 2001, he turned his frustration with Jean Chrétien's seemingly perpetual hold on power into a book, *Gritlock*, perhaps best described as a blueprint of how to neuter the then-powerful Liberal brand. In his free time, the former Hollinger Inc. executive has relentlessly pushed the Conservative brand in his native Quebec, both as a riding president and party organizer. And he's sick of trying. In a scathing open letter addressed to Canadians in general and the Conservative party in particular, White roundly criticizes the Conservative Party of Canada for ignoring francophones in general and Quebec in particular.

<http://www2.macleans.ca/2012/01/19/harpers-french-disconnection/>

21 janvier 2012 - Dans les dernières semaines, nous avons assisté à plusieurs charges émotives face à l'unilinguisme anglophone de certains cadres touchant le secteur financier et bancaire. Puis, ce fut l'hystérie sportive provoquée par l'unilinguisme de l'entraîneur du Canadien. Il n'y a pas de doute que le Québec doit toujours rester vigilant vis-à-vis le maintien du français comme langue de travail devant l'énorme environnement nord-américain anglophone ou anglophile avec lequel nous interagissons. Devons-nous, par ailleurs, sacrifier autant d'énergie devant des situations somme toute anecdotiques? Permettez que l'on fournisse des éléments nettement plus probants sur l'importance réelle du français au Québec comme langue de travail.

<http://www.cyberpresse.ca/debats/opinions/201201/20/01-4487904-payant-etre-bilingue.php>

21 janvier 2012 - The idea that speaking French helps Canadian schoolchildren grow up to be better “internationalists,” as Tasha Kheiriddin claims, is one of those tired truisms that people cite without bothering to do any research to see if it's actually true. In reality, French is declining extraordinarily rapidly as an international language. Aside from Canada and France, no G20 nation speaks French as a primary, or even secondary language. Neither does any country in APEC, aside from Vietnam, and even then, the number of French-speaking Vietnamese is estimated at around 1% of the population.

<http://fullcomment.nationalpost.com/2012/01/21/todays-letters-not-shedding-tears-over-skiers-death/>

#### **4. RELATIONS COMMUNAUTÉ– AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES**

##### **Ontario – Francophonie**

20 janvier 2012 - Deux femmes francophones d'Ottawa, une juriste et une éducatrice, seront au nombre des prochains récipiendaires de l'Ordre de l'Ontario. Nathalie Des Rosiers et Suzanne Pinel se verront décerner la plus haute distinction de la province lors d'une cérémonie à Queen's Park, la semaine prochaine. Professeure de droit à l'Université d'Ottawa (Ud'O), Mme Des Rosiers est également l'avocate générale pour l'Association canadienne des libertés civiles. Elle a été vice-rectrice à la gouvernance intérimaire de l'Ud'O en 2008 et 2009 et doyenne de la section de droit civil de 2004 à 2008. Elle a été présidente de la Commission du droit du Canada de 2000 à 2004.

<http://www.cyberpresse.ca/le-droit/actualites/ville-dottawa/201201/20/01-4487810-lordre-de-lontario-pour-une-juriste-et-une-educatrice-dottawa.php>

## **Canada – Francophonie**

16 janvier 2012 - L'Alliance de la fonction publique juge « dangereuse » la décision d'Ottawa d'abolir 179 postes d'enseignants de langue seconde au sein de l'École de la fonction publique, dont une quarantaine en Colombie-Britannique, tel qu'annoncé vendredi dernier. Les employés fédéraux devront désormais être formés dans le secteur privé. Or, selon le vice-président régional du syndicat, Larry Rousseau, les écoles privées ont une approche d'enseignement des langues différente de celle de l'École de la fonction publique. Celle-ci avait développé des méthodes pédagogiques qui étaient spécialement conçues et développées pour les fonctionnaires. Larry Rousseau estime que la décision d'Ottawa est une insulte au bilinguisme canadien. « Nous voyons que le ton a changé avec ce gouvernement. Ce n'est pas un gouvernement qui est en train d'accorder la même importance au bilinguisme, à la qualité du bilinguisme que nous avons jusqu'à maintenant », explique-t-il.

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2012/01/16/005-alliance-abolition-langue.shtml>

16 janvier 2012 - L'École de la fonction publique du Canada (ÉFPC) a annoncé vendredi dernier qu'elle cessera d'offrir la prestation directe de formation linguistique à compter du 31 mars 2012. Les ministères et organismes fédéraux feront ainsi appel aux écoles privées de formation linguistique pour assurer la formation des employés de la Fonction publique du Canada dans les deux langues officielles. « L'École met enfin en oeuvre une décision prise en 2006 par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. L'AILIA attendait ce moment depuis longtemps. Cette décision entraînera une utilisation accrue du secteur privé et accroîtra les possibilités offertes en appui aux langues officielles », a déclaré Ann Rutledge, présidente de l'Association de l'industrie de la langue (AILIA).

<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/cv/formation/201201/16/01-4486377-bilinguisme-le-federal-formera-ses-employes-dans-le-prive.php>

16 janvier 2012 - Louis Lalande prend officiellement la relève de Sylvain Lafrance comme vice-président principal des Services français à Radio-Canada. M. Lalande occupait déjà le poste à titre intérimaire depuis la fin du mois de septembre, à la suite du départ de son prédécesseur. À l'emploi du diffuseur public depuis une trentaine d'années, Louis Lalande a exercé diverses fonctions au sein du Service de l'information, avant d'être nommé directeur général de la production technique puis de l'information pour la télévision de Radio-Canada.

<http://www.ledevoir.com/culture/television/340375/src-louis-lalande-nomme-vice-president-principal-des-services-francais>

17 janvier 2012 - Le gouvernement de la Saskatchewan offre de meilleurs services en français à ses citoyens, selon le plus récent rapport présenté mardi par le secrétaire provincial Wayne Elhard. Le développement de nouveaux contenus dans le site Web *Bonjour!*, l'appui financier accordé au centre de production théâtrale de la Troupe du Jour de Saskatoon, les demandes de traduction et le dialogue que le gouvernement entretient avec les représentants de la communauté fransaskoise sont au coeur des initiatives identifiées dans le rapport.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/01/17/002-rapport-services-francais-sask.shtml>

19 janvier 2012 - Le projet d'enseigner l'anglais de façon intensive à la sixième année du primaire à compter de 2015 risque de dérailler si la ministre de l'Éducation ne rassure pas rapidement ses troupes. Autre preuve que le milieu scolaire supporte mal l'improvisation des politiciens. Dans son discours inaugural de février dernier, le premier ministre Jean Charest avait créé une surprise en annonçant que les écoles primaires devraient consacrer d'ici cinq ans la moitié de la sixième année à l'enseignement intensif de l'anglais, langue seconde. Le milieu n'avait pas été consulté. Qui plus est, le chef libéral s'était même prononcé contre une telle approche en 2008, estimant que le français serait ainsi menacé.

<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/opinions/editoriaux/201201/18/01-4487169-anglais-de-malheur.php>

19 janvier 2012 - L'immigration francophone prend de l'ampleur au Yukon grâce à des initiatives gouvernementales, dont le programme des immigrants nominés, qui permet aux à certains arrivants d'accélérer le processus d'immigration. Certains immigrants auraient aimé s'installer à Vancouver, mais la difficulté d'y dénicher un emploi ou un logement abordable les pousse à prendre résidence dans la capitale territoriale. « On s'est dit que Whitehorse serait mieux parce que l'on a entendu dire qu'il y avait de nombreuses opportunités, que des mines ouvraient dans la région et que le gouvernement grossissait lui aussi », résume Godefroy Lemoigne, un nouvel arrivant. Son arrivée a cependant été perturbée par son manque de solides connaissances en anglais. « Des fois c'est un peu difficile parce que les gens ont du mal à me comprendre même dans mon travail. Mais on y arrive. Ça prend juste un peu plus de temps que je ne pensais », constate-t-il.

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2012/01/19/005-immigration-francophone-yukon.shtml>

19 janvier 2012 - Les 179 postes de l'École de fonction publique du Canada, située à Gatineau, seront abolis. Les enseignants en langue seconde ont reçu leurs avis de mises à pied vendredi après-midi. Soixante-deux d'entre eux sont des employés permanents qui ont des droits de supplantation. Les 117 autres, qui sont contractuels, perdent leur emploi de façon définitive. Selon le syndicat, le gouvernement de Stephen Harper aura dorénavant recours au secteur privé pour dispenser les cours de langue seconde aux fonctionnaires. Le vice-président exécutif régional de l'Alliance de la fonction publique du Canada, qui représente les employés, Larry Rousseau, déplore la fin du service.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2012/01/13/004-abolition-postes-langue-seconde.shtml>

19 janvier 2012 - L'accès à des soins de santé en français est un dossier important pour la communauté franco-albertaine. Si dans le quartier Bonnie Doon à Edmonton, on retrouve un centre de santé dit bilingue, l'offre d'un tel service à Calgary se fait toujours attendre. Et même à Edmonton, ce centre, construit au cœur de la communauté franco-albertaine, représente un défi en terme d'accessibilité et de service pour les francophones. Pour les aînés franco-albertains, dont plusieurs ont de la difficulté à s'exprimer en anglais, la volonté de vouloir mourir en français demeure un souhait plus que la réalité. À compter de cette semaine, Le Franco présente une série d'articles sur cet enjeu de taille. Lorsqu'une personne a besoin de soins de santé, que ce soit à l'hôpital ou dans un centre spécialisé – outre le Centre de santé Saint-Thomas –, si elle réussit à obtenir un service en français, c'est par pur hasard, alors qu'un membre du personnel de garde parle français.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/sante/261-soins-de-sante-en-francais-en-alberta-acces-realiste-ou-utopie.html>

20 janvier 2012 - Québec — Hydro-Québec et son centre de recherche, l'IREQ, chapeautent le congrès de CIGRE Canada qui aura lieu en septembre à Montréal, une manifestation scientifique à caractère international qui se déroulera entièrement en anglais. Les chercheurs, y compris ceux de l'IREQ, y livreront toutes leurs communications en anglais, a-t-on confirmé au Devoir. Ce congrès du «comité national canadien» de CIGRE (pour Conseil international des grands réseaux électriques) a lieu tous les ans et toujours exclusivement en anglais, a-t-on indiqué à l'IREQ. Le congrès en est à sa septième édition. Montréal l'a accueilli en 2006, puis il s'est déplacé à Calgary, à Winnipeg, à Toronto, à Vancouver et à Halifax. À tour de rôle, les grandes compagnies d'électricité de chacune des provinces jouent le rôle de «société hôte», comme c'est le cas cette année pour Hydro-Québec, qui est un des membres de CIGRE.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/340677/hydro-chapeaute-un-congres-entierement-en-anglais>

20 janvier 2012 - Parc Canada investit 14 500 \$ pour la préservation de la Mission de Notre-Dame-des-Victoires/Lac La Biche, considérée comme un lieu historique du Canada. L'argent sera remis à Lac La Biche Mission Historical Society qui œuvre à préserver la mission pour son caractère historique. Le président de la société historique, Les Biollo, souligne qu'il s'agit d'un financement en contrepartie, ce qui signifie que le montant de la subvention doit être jumelé par l'organisme récipiendaire. «Les couts dépassent quelque peu ce qu'avait estimé le gouvernement, mais la société absorbera la différence », affirme M. Biollo.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/en-region/plamondon--lac-la-biche/262-restauration-dun-lieu-historique-francophone-en-alberta.html>

20 janvier 2012 - Le chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Gérard Deltell, exhorte le gouvernement à donner des réponses claires aux enseignants inquiets des répercussions de l'implantation de l'anglais dans les classes de sixième année. Alors que de nombreuses écoles primaires de Québec et de la Rive-Sud se dirigent vers l'implantation du programme dès l'automne, M. Deltell estime que le gouvernement devrait en faire davantage pour rassurer les enseignants et leurs syndicats, qui ont affiché publiquement leur opposition à la généralisation du programme d'anglais. «Si, un an plus tard, il y a encore tant d'éléments flous, dit M. Deltell, j'invite le gouvernement à se ressaisir là-dessus en donnant des réponses et un plan de match. Il semble qu'il n'y ait pas assez d'informations précises données aux professeurs et il faudrait que des directives claires soient émises.»

<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/actualites/education/201201/19/01-4487577-anglais-intensif-deltell-reclame-des-reponses-claires-du-gouvernement.php>

20 janvier 2012 - Le Conseil scolaire acadien provincial en Nouvelle-Écosse n'aura pas à modifier l'horaire de ses élèves si la ministre de l'Éducation décide d'allonger la période des classes de la maternelle à la deuxième année. La ministre Ramona Jennex envisage cette mesure pour améliorer les résultats scolaires. À l'heure actuelle, les jeunes élèves de la Nouvelle-Écosse passent au minimum quatre heures en classe par jour. Le CSAP offre déjà à ces élèves plus d'heures de classe que plusieurs conseils scolaires de la communauté anglophone, explique le directeur général de l'organisme, Darrell Samson. «Nous, on offre 5 heures et 10 minutes. La demande du ministère est 4 heures et demie, et 5 heures. Donc nous, au départ, on est déjà au maximum, si vous voulez. Il ne faut pas oublier non que ce n'est pas seulement une question de quantité, c'est certainement la qualité », précise M. Samson. Darrell Samson croit que la qualité de l'enseignement est responsable des beaux résultats des élèves de troisième année du CSAP aux tests d'évaluation.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/01/20/002-horaire-classes-csap-nouvelle-ecosse.shtml>

21 janvier 2012 - Hydro-Québec a fait volte-face et assurera, pour une première fois, la présence du français au congrès de CIGRE Canada qui devait se dérouler à Montréal entièrement en anglais.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/340799/hydro-quebec-fait-volte-face>

### **Canada – Autres**

20 janvier 2012 - La Première Nation de Timiskaming à Notre-Dame-du-Nord, au Québec, revendique un territoire dont 60 % se trouve en Ontario et 40 % au Québec, un territoire de 92 000 acres. Le conseil de bande rencontre actuellement, des représentants du gouvernement fédéral, ainsi que des provinces du Québec et de l'Ontario. La Première Nation souhaite leur faire part des plus récents résultats des recherches sur les frontières de leur territoire traditionnel.

<http://www.radio-canada.ca/regions/Ontario/2012/01/20/005-timiskaming-premiere-nation-territoire.shtml>

### **International – Francophonie**

17 janvier 2012 – France : The French National Assembly passes an amendment that could allow a referendum on the status of Loire-Atlantique · The region of Pays de la Loire could no longer stop the departament joining Brittany · The amendment can still be modified or stopped by the Senate and the Constitutional Court · The move gathers strong support among Breton parties. Brittany is one step closer to reunification since the French National Assembly has passed an amendment that would allow to organise a referendum on the status of the department of Loire-Atlantique. This department, with its capital city in Nantes, belonged to Brittany from the Middle Ages till mid 20th century, when it was attached to the region of Pays de la Loire. Breton national movement has since claimed that Loire-Atlantique should be reunited with the rest of Brittany. Several opinion polls show popular support for such a move, both in Loire-Atlantique and the whole Brittany.

<http://www.nationalia.info/en/news/1027>

### **International - Minorités linguistiques**

16 janvier 2012 – Lettonie : The prohibition of the referendum on the official status of the Russian language in Latvia could lead to street demonstrations, warned the leaders of the association Mother tongue which had organized a signature campaign so that Russian could become the second official language of the Baltic country.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17545>

16 janvier 2012 – Espagne : The Catalan Government urges all Public Health employees to speak in Catalan during their working hours. The regional health services of Tarragona have distributed a 12-page protocol which forces doctors to speak in that language among them but also to use it when addressing patients.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17538>

18 janvier 2012 – Espagne : The Balearic Government will not abolish the Law of the Catalan Language in force in the Balearic Islands since 1986, even though they will modify 8 of its 40 articles in order to ensure bilingualism in the whole Administration.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17575>

18 janvier 2012 - Dénoncée par les professeurs de langue, leur syndicat et le Nouveau Parti démocratique, la décision du gouvernement Harper de privatiser la formation linguistique à compter du 31 mars prochain est, au contraire, bien accueillie par l'association représentant les écoles privées qui souhaitent maintenant recruter des professeurs mis à pied. À l'Association de l'industrie de la langue (AILIA), les dirigeants disaient hier se réjouir de voir que le gouvernement fédéral a finalement décidé d'aller de l'avant avec la décision prise par le Secrétariat du Conseil du Trésor en 2006. Il aura fallu cinq ans avant que le couperet tombe sur les 200 enseignants qui offraient les cours à l'École de la fonction publique. « Notre association attendait ce moment depuis longtemps. Cette décision entraînera une utilisation accrue du secteur privé et accroîtra les possibilités offertes en appui aux langues officielles », a commenté la présidente Ann Ruthledge.

<http://www.cyberpresse.ca/le-droit/actualites/fonction-publique/201201/17/01-4486835-le-privé-veut-recruter-les-professeurs-de-langue-congedies.php>

19 janvier 2012 – United Kingdom : The Welsh Language Board has launched an inquiry in to how Merthyr Tydfil council uses Welsh in its business and communication with the public. Chair Meri Huws said the council's launch of an "English-only" website had contributed to "serious doubts" about its commitment to the language. Visitors to Merthyr Tydfil council's Welsh-language website are told it is still under development. The authority council said it would work with the language board.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-south-east-wales-16630357>

19 janvier 2012 – Irlande : A NEW funding mechanism being introduced by Foras na Gaeilge has been strongly criticised by the 19 Irish language promotion organisations that receive their core funding from the body. Foras na Gaeilge, a North/South implementation body set up under the Belfast Agreement, has a role in advising the administrations North and South in matters relating to the Irish language. It also channels State funding to Irish language organisations throughout the island of Ireland. Following concerns in recent years over increased administration costs, Foras has been trying to replace the existing grant-in-aid system with one of competitive tendering for funding.

<http://www.irishtimes.com/newspaper/ireland/2012/0119/1224310448583.html>

19 janvier 2012 – Espagne : The General Secretary of Language Policy of the Galician Ministry of Culture, Education and Universities, Valentín García, attended a meeting held in Bilbao with the Spanish members who participate, together with Galicia, in the Network to Promote Linguistic Diversity (NPLD).

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17604>

19 janvier 2012 – Pays basque : The Parliament of Navarre has rejected the possibility of considering the bill to change the Law of Basque and widen, to the non-Basque area, the possibility of studying in Basque in public schools.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17598>

20 janvier 2012 – Colombie : Since 1989, the Palenquero, a Spanish-based creole language influenced by Portuguese and African tongues and spoken in the Colombian municipality of San Basilio de Palenque, started to be taught in primary education with the aim of preserving it in the community. Nowadays, some of the former pupils who learned the language at that time are responsible for teaching elderly people to read and write in their native tongue.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17620>

20 janvier 2012 – Pérou : The Academy of the Quechua Language is waiting for Ollanta Humala, the current President of Peru, to approve the Regulation on the Organization and Functions of the Academy in order to receive funding to implement the teaching of the Quechua language in the city of Cusco and other areas of the country.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17608>

20 janvier 2012 – Malta : The Labour party noted its satisfaction at the signing of the agreement between Air Malta and the union of cabin crew, which also means proficiency in the Maltese language will still be a requisite for new recruits. "It was only last December that the obligation for cabin crew to be Maltese-speaking was removed, before this was criticised by the Opposition leader and then reviewed by Air Malta," Labour MP Gavin Gulia said. "We're committed to defend jobs for Maltese and Gozitans, and believe they are no fools," Gulia said. Air Malta yesterday signed a restructuring agreement with the Union of Cabin Crew (UCC) to support the airline's restructuring. The agreement, which includes improvements to rostering to increase crew utilisation, reduced staffing numbers, changes to the duties of cabin crew and voluntarily redundancy and early retirement schemes is the third agreement that Air Malta reached with the unions representing its employees and is another milestone in the process of restructuring of the airline.

<http://www.maltatoday.com.mt/en/newsdetails/news/national/Labour-welcome-Maltese-language-requisite-for-Air-Malta-cabin-crew-20120119>

## 5. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR ACADÉMIQUE

### **Ontario – Francophonie**

17 janvier 2012 - Fort d'une première expérience réussie en septembre, le campus du Collège Boréal à Toronto offrira de nouveau son cours d'histoire de l'Ontario français, de janvier à mai. Le directeur de l'Éducation permanente, Jean-François Rose, a invité Paul-François Sylvestre à reprendre cette initiative qui était une première en milieu collégial. Adoptant le format de causeries fondées sur une recherche bibliographique et iconographique, monsieur Sylvestre proposera un survol de 400 ans d'histoire, depuis l'exploration des Pays-d'en-Haut jusqu'à l'affirmation d'une société moderne et multiculturelle. Le survol s'étendra donc de 1610 à 2010, d'Étienne Brûlé à Mariette Carrier-Fraser.

<http://www.lexpress.to/archives/7427/>

18 janvier 2012 - Il y a 10 ans, le Collège Boréal s'installait dans le centre-sud-ouest (CSO) de la province. Pour souligner ces 10 ans chez nous, l'institution collégiale organisera en 2012 un événement par mois en lien avec cet anniversaire. Le Collège Boréal aujourd'hui représente des milliers de francophones qui ont bénéficié de son expertise en matière de formation postsecondaire, d'apprentissage, de services aux immigrants et d'employabilité. En une décennie d'existence, plus de 131 000 clients ont profité des services d'emploi offerts par l'établissement. Plus de 441 000 heures de formation en éducation permanente ont été dispensées depuis son instauration, en 2003. De plus, l'implantation du Collège Boréal dans le CSO s'est accompagnée d'un maillage du territoire assez remarquable. Les francophones de Barrie, Windsor, London, Niagara/Welland, Hamilton ou Toronto ont accès à certains programmes du collège.

<http://www.lemetropolitain.com/nouvelles.asp?nID=16100>

## **Canada – Francophonie**

16 janvier 2012 - La prestation de services publics bilingues coûte environ 2,4 milliards par année aux contribuables canadiens, soit 85\$ par citoyen. Voilà la conclusion d'une étude menée par l'Institut Fraser rendue publique aujourd'hui, que La Presse a obtenue. Selon les résultats de la recherche, les provinces déboursent près de 860 millions chaque année pour offrir des services dans les deux langues officielles. À cela s'ajoute la somme de 1,5 milliard que le gouvernement fédéral consacre au bilinguisme. Au total, ces sommes représentent 0,5% des dépenses gouvernementales annuelles. Au Québec, 575 000 personnes sont considérées comme faisant partie de la minorité anglophone sur une population de 8 millions d'habitants. Il s'agit de la minorité linguistique la plus importante du pays.

<http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201201/16/01-4486202-le-bilinguisme-coute-24-milliards-chaque-annee.php>

16 janvier 2012 - Le gouvernement fédéral et les provinces canadiennes paient 2,4 milliards de dollars par année pour offrir des services bilingues, selon une étude de l'Institut Fraser publiée lundi. Selon l'Institut, les provinces dépensent à elles seules près de 900 millions de dollars par année pour offrir des services bilingues à leurs citoyens. Le gouvernement fédéral dépense quant à lui 1,5 milliard de dollars. Au total, les contribuables canadiens payent 85 \$ pour ces services, soutiennent les chercheurs de l'Institut Fraser. François Vaillancourt, professeur d'économie à l'Université de Montréal et coauteur de l'étude, estime que ces coûts pourraient être réduits en faisant davantage appel aux services privés de traduction. Selon les données avancées par l'Institut Fraser, reconnu pour ses positions de droite, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick consacrent respectivement 623 et 85 millions de dollars par an à la prestation de services en français à leur minorité francophone.

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2012/01/16/003-couts-federal-provincial-services-bilingues-canada.shtml>

17 janvier 2012 - (Cowansville) Les anglophones de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska n'auront peut-être plus à s'exiler pour fréquenter un cégep dans leur langue. La commission scolaire Eastern Townships sonde présentement les élèves de secondaire V et de l'éducation aux adultes du secteur anglais de l'école Massey-Vanier, à Cowansville, afin de voir s'il y a un intérêt pour y offrir des cours de niveau collégial dans la langue de Shakespeare, et ce, dès septembre. Offerts sur cinq semestres, les cours aboutiraient à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines, soit le parcours dit «général». La commission scolaire s'inspire d'une expérience similaire menée avec succès depuis quelques mois à Huntingdon, en Montérégie.

<http://www.cyberpresse.ca/la-voix-de-lest/actualites/201201/16/01-4486496-des-cours-de-cegep-en-anglais-a-cowansville-.php>

17 janvier 2012 - Michel Doucet, un expert en droits linguistiques au Nouveau-Brunswick, pourfend l'étude de l'Institut Fraser, qui chiffre à près de 2,5 milliards de dollars les coûts annuels du bilinguisme au Canada. Cette étude chiffre aussi à environ 85 millions de dollars ces mêmes coûts dans le cas du Nouveau-Brunswick seulement. « Finalement, on n'apprend pas grand-chose parce qu'effectivement c'est un exercice purement et simplement comptable », affirme M. Doucet. Michel Doucet, professeur de droit à l'Université de Moncton, estime que les auteurs de l'étude se sont limités à examiner les coûts du bilinguisme sans en évaluer les bénéfices, et sans tenir compte du fait que servir toute la population en anglais seulement coûterait plus cher qu'actuellement parce qu'il y aurait plus de clients à servir.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/01/17/001-reaction-etude-fraser-couts-bilinguisme-canada.shtml>

18 janvier 2012 - Les conclusions d'une étude de l'Institut Fraser, révélées par les médias en début de semaine, n'ont pas laissé insensible la communauté francophone de la région. L'étude révèle que le bilinguisme coûte 2,4 milliards \$ aux contribuables chaque année à l'échelle du Canada, dont 1,5 milliards \$ sont financés par le gouvernement fédéral et le reste par les provinces. En Ontario, cela représente une somme de 621 millions \$ pour assurer des services en français à la minorité linguistique, soit 52 \$ par citoyen. L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) s'est émue des sous-entendus de ce rapport.

<http://www.expressottawa.ca/Actualit%C3%A9s/2012-01-18/article-2867764/Le-prix-du-bilinguisme/1>

19 janvier 2012 - MONTREAL • Judging from the 18-year record of a prestigious prize for Canadian writing on political theory, French-Canadians are not the finest political theorists. Since its creation in 1994, the C.B. Macpherson Prize awarded by the Canadian Political Science Association (CPSA) has always gone to a work in English, even though it celebrates “the best book published in English or in French.” But a judge for the 2012 prize has resigned this week, alleging the award is so stacked against francophone writers that most do not bother submitting their work any more. This year, just one of the 25 books entered is in French, despite organizers having extended the deadline and contacted publishers in hopes of attracting more French-language submissions. “I feel like it would be an insult to our francophone colleagues to produce another all-English shortlist and another English winner, particularly when there is only one French submission this year,” said Charles Blattberg, who resigned from the three-man jury Thursday.

<http://news.nationalpost.com/2012/01/19/political-science-prize-judge-quits-over-french-flap/>

## 6. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR JURIDIQUE

### **Ontario – Francophonie**

17 janvier 2012 - Agnès Whitfield aura finalement droit à un juge bilingue à Peterborough pour le procès civil qu'elle a intenté contre son frère. C'est ce qui ressort de l'audience présidée jeudi dernier par le juge Mark Edwards, à Peterborough. Mais cet heureux dénouement pour cette professeure titulaire au Département d'études anglaises de l'Université York a été une véritable course aux obstacles! Le 4 avril 2011, le juge H.K. O'Connell préside le pré-procès. Dans son endossement, on peut lire ceci: «Dr. Whitfield wanted a trial conducted in French, as she indicated that some of the witnesses that she has speak French. The proceedings are otherwise in English. A French trial is therefore not required. The trial will be in English. If Dr. Whitfield has witnesses who speak French and prefer to testify in French, she must arrange an interpreter for those witnesses. That is an issue for Dr. Whitfield to arrange. It is not an issue for the Court.»

<http://www.lexpress.to/archives/7431/>